

UNE PUBLICATION SEMESTRIELLE DU SPW AGRICULTURE | 1^{er} SEMESTRE 2018
[HTTP://AGRICULTURE.WALLONIE.BE](http://AGRICULTURE.WALLONIE.BE)



LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

#7

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture

L'AGRICULTURE NUMÉRIQUE

EN ROUTE VERS L'E-AGRICULTURE

L'agriculture, trop méconnue et souvent injustement considérée, constitue pourtant plus que jamais l'un des socles essentiels de notre société. Elle remplit de nombreuses missions : fourniture de biens destinés à l'alimentation humaine, préservation et gestion des ressources naturelles, de l'environnement, des paysages, etc.

L'activité agricole wallonne est également exposée à diverses contraintes : la mondialisation des marchés, la volatilité des prix, les attentes sociétales en termes de préservation de la santé, d'environnement, de bien-être animal, les changements climatiques, ... Afin de faire face à ces défis et pour préserver notre modèle agricole familial et diversifié, la Wallonie a décidé d'évoluer vers une agriculture écologiquement intensive.

Rencontrer cet objectif passe notamment par le tournant numérique. L'innovation est au cœur de l'ensemble des secteurs économiques, par conséquent, elle représente une plus-value indispensable à l'agriculture. Applications, services, données, robots, drones, ... l'agriculture de précision est déjà une réalité.

Le numérique va entraîner une transformation des pratiques et des modes de production. Il représente une opportunité d'aide à la gestion d'une exploitation tant d'un point de vue technique et administratif que scientifique.

C'est une évolution positive en termes économiques et environnementaux et qui contribue à l'amélioration des conditions de travail. La digitalisation est une aubaine pour rapprocher encore davantage l'agriculteur des consommateurs.

Le numérique permettra d'améliorer encore l'efficacité des pratiques agricoles pour inscrire résolument l'agriculture dans le développement durable et développer une agriculture productive, source d'emplois et de richesses mais aussi de services environnementaux et climatiques tout en renforçant sa compétitivité.

René Collin

Ministre wallon de l'Agriculture

LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°7 – 1^{er} semestre 2018

Les Editions du SPW

Magazine d'information semestriel
de l'agriculture
Édité par le SPW Agriculture
(DGO3/DGARNE)
Département du Développement
Direction CREA
Îlot St Luc
Chaussée de Louvain 14
5000 NAMUR
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur
indicative et ne préjuge en rien de
l'application des législations en la
matière.

Editeur responsable :
Brieuc Quévy, directeur général

Photos :
Jean-Louis Wertz.

Conception graphique et édition :
Twogether

Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese



LA WALLONIE DANS LE SILLON DE L'AGRICULTURE NUMÉRIQUE

p. 4

DÉCLARER EN LIGNE, SINON RIEN

p. 5-7

QUAND LE DRONE PEUT ACCOMPAGNER LE TRACTEUR

p. 8-9

L'AGRICULTURE DE PRÉCISION EST DÉJÀ UNE RÉALITÉ

p. 10-12

LA CENSE DU MAYEUR, DES ROBOTS FONT LE JOB

p. 13

AGRICOGEST, L'OUTIL DE GESTION EN LIGNE POUR LES FERMES DIVERSIFIÉES

p. 14-15

VOUS PRODUISEZ, NOUS CONSOMMONS, ILS GASPILLENT...

p. 16

LES SUBVENTIONS POUR LA PLANTATION DE HAIES, FRUIT D'UNE POLITIQUE DE LA NATURE AMBITIEUSE !

p. 17

BRÈVES

p. 18

CALENDRIER 2^e SEMESTRE 2018

p. 19

n° vert 1718 – www.wallonie.be



LA WALLONIE DANS LE SILLON DE L'AGRICULTURE NUMÉRIQUE

GPS, Isobus, capteurs, applications satellitaires, logiciels de gestion sur smartphone, automatisation des tâches... On se croirait au beau milieu d'une usine dernier cri. Mais on est, possiblement, au cœur d'une ferme de 2018 !

Sur papier, les nouvelles technologies nourrissent le quotidien de nombreuses exploitations, avec pour objectif d'améliorer les rendements, de réduire l'impact sur l'environnement et, tant qu'à faire, de gagner un temps précieux.

Pourtant, il s'agit là d'un monde idéal, rêvé le plus souvent par les fournisseurs de ces machines agricoles d'un genre nouveau. En fait, sur le terrain, il y a les pionniers toujours à l'affût de l'appareil ou du logiciel dernier-cri. Il y a aussi la masse des 'suiveurs' investissant utilement et prudemment leurs deniers. Il y a enfin, comme dans toute société, les réfractaires au changement. Pourtant, qu'ils le veuillent ou non, l'agriculture est de plus en plus 'intelligente' et creuse chaque jour un peu plus le sillon de la transition numérique.

Le monde agricole suit-il cette cadence d'un genre nouveau ? En juillet 2016, la banque CBC et l'institut de sondage Ipsos marketing ont mené une grande enquête auprès des agriculteurs wallons pour mieux cerner leurs habitudes digitales.

Une bonne nouvelle tout d'abord : six exploitants sur dix ont recours à internet dans le cadre de leurs activités professionnelles, essentiellement pour

envoyer des e-mails, surfer sur des sites (spécialisés ou non) ou s'évader sur les réseaux sociaux. On ne sera pas étonné de constater que le geste numérique est significativement plus élevé parmi les jeunes générations et dans des exploitations employant du personnel. Par contre, d'autres informations préoccuperont les observateurs du secteur : moins d'un agriculteur sur cinq utilise un logiciel de gestion et à peine 12 % ont adopté les technologies numériques comme le GPS ou les capteurs digitaux. Confirmation avec cette autre donnée : c'est depuis son bureau – et non sur le champ ou dans l'étable – que l'agriculteur ou l'agricultrice se connecte. Autre constat illustrant cette frilosité à l'égard du numérique : la vente en ligne reste marginale puisque seuls 4 % des exploitants utilisent internet pour commercialiser leur production. L'usage d'internet au sens large est également segmenté entre les grands secteurs : près de huit producteurs de fruits et légumes sur dix sont branchés 'nouvelles technologies' mais ils ne sont plus que deux sur trois lorsqu'il s'agit de produire des céréales, et moins de six sur dix dans le secteur des animaux.

On le voit, la profession – comme beaucoup d'autres – compte une part non négligeable de personnes mal à l'aise avec ces outils. Les spécialistes parleront de « fracture numérique » mais, plus rassurant, la balance penche en faveur

des adeptes du net. S'ils sont tout de même 42 % à ne voir aucun intérêt dans l'utilisation des technologies numériques, un plus grand nombre d'entre eux (44 %) y voient un moyen de réduire les coûts et d'améliorer leur productivité. Ils sont toutefois moins nombreux à penser que le numérique contribuera à diminuer leur empreinte écologique (30 %), à améliorer la qualité et la sécurité alimentaire (29 %) ou à faire face à l'accroissement de la population mondiale (19 %).

Bernard Keppenne, Chief economist du commanditaire de l'étude, argumente à l'attention des indécis : « les outils numériques sont bel et bien développés dans et pour le monde agricole. Il existe par exemple 400 applications mobiles qui assistent les éleveurs dans leur gestion quotidienne. Cette transition numérique est donc déjà largement en route. Il faut dire aussi que les défis que le monde agricole va devoir relever dans les prochaines années sont importants et qu'ils nécessitent des moyens inédits et novateurs. » Ces défis, la Wallonie a bel et bien prévu d'aider les agriculteurs à les relever. L'agence du numérique 'Digital Wallonia' travaille sur la vulgarisation du projet de 'smartfarming' (agriculture intelligente), elle en fera le thème de sa présence à la foire de Libramont en 2018 avec un espace dédié aux innovations numériques wallonnes pour le secteur agricole et agroalimentaire.

DÉCLARER EN LIGNE, SINON RIEN

Derrière une dénomination quasi anodine, la traditionnelle 'déclaration de superficie et demande d'aides' s'est, au fil des ans, imposée comme 'le' document administratif le plus important du calendrier agricole. Celui qui, s'il est bien rempli, prodigue à l'agriculteur les indispensables aides prévues par la Politique agricole commune.



Jusqu'il y a peu, la déclaration de superficie était souvent synonyme de savants calculs et de paperasserie à n'en plus finir. Désormais, conformément aux attentes de la Commission européenne et aux objectifs stratégiques de l'administration wallonne, la 'dématisation' a fait son œuvre : pour la première fois, en 2018, 100 % des déclarations de superficie devaient être rentrées de manière électronique. Une petite révolution dans les campagnes mais également pour les fonctionnaires du Service public de Wallonie. Entretien avec **Thierry Mahaut**, directeur de la direction extérieure de Ciney au sein du département de l'Agriculture.



« **DANS BEAUCOUP D'EXPLOITATIONS, L'ORDINATEUR EST DEVENU UN OUTIL DE GESTION INCONTOURNABLE** »

Thierry Mahaut

directeur de la direction extérieure de Ciney
au sein du département de l'Agriculture

La dématérialisation des démarches administratives liées aux aides agricoles est bel et bien en marche...

Thierry Mahaut : « C'est effectivement une avancée majeure même si ce n'est pas tout à fait une première. Les demandes d'aides dans le régime ADISA (aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole) devaient déjà être rentrées de manière électronique. Mais ici, avec la 'déclaration de superficie', cela concerne pratiquement tous les agriculteurs qui exploitent des terres en Wallonie, soit un peu plus de 14 000 déclarants... »



Tous ?

TM : « Jusqu'à l'année dernière, la déclaration de superficie pouvait encore se faire par courrier pour les déclarations les plus simples en tout cas. Bien sûr, on incitait déjà fortement les producteurs à faire le pas. Mais depuis 2018, ils n'ont plus le choix. Elle doit se faire exclusivement par internet, c'est obligatoire pour tout le monde. Alors que l'e-DS (la déclaration électronique) est accessible depuis maintenant quatre ans, le papier a désormais complètement disparu de cette opération. Même les échanges de courrier ou les éventuelles attestations réclamées parfois aux déclarants sont numérisés et intégrés au format PDF dans leur dossier. »

Est-ce une révolution pour les gens de terrain que sont nos agriculteurs ?

TM : « Le secteur agricole est caractérisé par une grande diversité de profils. Parmi les plus âgés, pas mal d'agriculteurs ne sont pas informatisés. Pour eux, cela représente une véritable révolution, ça ne fait aucun doute. C'est d'ailleurs en partie pour eux qu'un accompagnement en directions extérieures est mis en place. Mais dans beaucoup d'exploitations, l'ordinateur est évidemment devenu un outil de gestion incontournable. La révolution est dans ce cas beaucoup plus relative. »

Une révolution lente ?

TM : « Justement, pas tant que cela. Nous avons été agréablement surpris de constater l'adoption rapide de la déclaration électronique par les utilisateurs. La première année, en 2015, pratiquement la moitié des déclarations de superficie (plus de 7 000) ont été rentrées via le web, alors que nous espérions secrètement atteindre seulement les 25 %. Puis,

le bouche-à-oreille aidant, tout est allé très vite. L'impression était souvent très positive parmi les pionniers. Ils ont sans doute contribué à vaincre les réticences des plus sceptiques et sont devenus en quelque sorte les ambassadeurs du nouveau système. Le défi, en 2018, était de convaincre les 3 000 derniers professionnels toujours réfractaires. »

Ils n'avaient de toute façon plus le choix...

TM : « Exact. La déclaration électronique est une obligation imposée par l'Union européenne et est évidemment soutenue par l'administration wallonne qui a fait de la dématérialisation et de la simplification administrative ses grands objectifs stratégiques transversaux. »

Précisément, c'est aussi une révolution pour l'administration de l'agriculture ?

TM : « C'est la poursuite en tout cas d'un travail déjà entamé il y a plusieurs années avec la lecture optique des déclarations au format papier. Pour nous, la déclaration en ligne simplifie pas mal le contrôle administratif. À l'époque du 'papier', le contrôle était manuel et fastidieux. Il subsistait de nombreuses incohérences dans les déclarations qu'il fallait corriger. Par exemple, il n'était pas rare qu'un agriculteur demande une aide agro-environnementale pour une tournière sur une parcelle qu'il déclarait en prairie. Ou de se tromper dans les superficies déclarées sans constater qu'il y avait une grande différence entre le dessin d'une parcelle agricole et sa superficie supposée. Ce genre d'erreurs n'est plus possible aujourd'hui. On a désormais des contrôles croisés – des cross check – qui permettent d'éviter ces incohérences. Nous travaillons avec un système de déclaration 'intelligent'. »



L'EMBARRAS DU CHOIX

La déclaration de superficie électronique a beau s'imposer à tout le monde, il reste tout de même des solutions pour les agriculteurs moins agueris à l'informatique ou qui ne disposent tout simplement pas d'une connexion internet. Il existe en réalité trois manières de procéder.

UN, l'encodage des informations requises par l'agriculteur lui-même.

DEUX, l'encodage de la déclaration par l'intermédiaire d'un mandataire professionnel (syndicats, bureaux comptables, associations, ...)

TROIS, muni de l'inventaire de ses parcelles et pratiques à déclarer, l'agriculteur peut se rendre dans l'une des sept directions extérieures du département de l'Agriculture où un agent l'aidera à remplir les formulaires électroniques. Cette formule est utilisée actuellement par environ un tiers des déclarants. « Beaucoup se sentent rassurés et en profitent souvent pour nous interroger sur l'un ou l'autre point d'une réglementation considérée comme de plus en plus complexe par le milieu », explique Thierry Mahaut, directeur de la direction extérieure de Ciney. « Pour nos agents, c'est aussi une belle occasion de participer concrètement à la mise en œuvre d'une administration de proximité à l'écoute de ses usagers. »

C'est-à-dire ?

TM : « En fait, l'application e-DS effectue des vérifications au fur et à mesure de l'encodage de la déclaration sur le portail PAC-on-Web, de sorte qu'il est désormais impossible de valider et de soumettre une déclaration qui comporterait des incohérences, ce qu'on appelle des constats bloquants. Du point de vue du contrôle administratif, cela représente donc un gain de temps puisqu'il n'est plus nécessaire d'écrire ou de contacter l'agriculteur pour qu'il corrige ce type d'erreurs. Avant, le papier se laissait écrire, désormais l'ordinateur contrôle directement en ligne ce qu'on lui soumet. »

La déclaration en ligne intègre aussi un volet graphique important...

TM : « C'est évidemment une composante essentielle. Non seulement l'agriculteur déclare les cultures et les surfaces qu'il exploite mais surtout il les localise dans l'espace. C'est vrai aussi pour les éléments du paysage comme les haies ou les mares par exemple. Cela suppose donc l'utilisation d'un système d'information géographique performant, directement accessible en ligne. Précédemment, les parcelles étaient dessinées sur des vues aériennes imprimées au format A3. Désormais, l'agriculteur les localise sur l'écran de son ordinateur avec les outils de dessin et les vues aériennes les plus récentes proposées par l'application. Sur base du contour de la parcelle ainsi dessinée, le système calcule la superficie des terres concernées. Il n'est plus possible, dans ces circonstances, de déclarer une surface qui serait largement supérieure à la réalité. Notre travail de contrôle graphique s'en trouve donc aussi simplifié même s'il reste bien entendu d'autres vérifications à réaliser, comme par exemple l'inclusion d'éléments inéligibles tels qu'un chemin, un

bâtiment, voire pour l'anecdote ... un terrain de football !... dans les superficies déclarées. Il reste également tout un travail de gestion des doubles déclarations qui évidemment ne sont pas tolérées. »

L'enjeu est-il important ?

TM : « Il est très important pour le secteur, et je dirais même vital dans la gestion des exploitations car la grande majorité des aides passe par cette déclaration de superficie : le paiement de base, le paiement vert, le paiement redistributif, les aides couplées (bovins et brebis), les aides Natura 2000, le soutien à l'agriculture biologique, les mesures agro-environnementales et climatiques, les primes aux jeunes agriculteurs... »

Le système est-il appelé à évoluer ?

TM : « Il est, pour l'heure, bien abouti mais la réforme de la PAC de 2020 va probablement amener, si pas de nouvelles aides, de nouvelles modalités de mise en œuvre des soutiens existants avec, inévitablement, un impact sur le fonctionnement de la 'déclaration de superficie' telle que nous la connaissons aujourd'hui. »

QUAND LE DRONE PEUT ACCOMPAGNER LE TRACTEUR

Le drone est-il appelé à compléter le tracteur et l'outillage sur la liste des investissements indispensables dans une ferme de 2020 ? Doit-il faire partie de l'équipement de base du fonctionnaire chargé de contrôler les superficies ?

Dans le cadre des contrôles sur place des aides agricoles, cette technologie n'est pas encore mise en œuvre. En effet, la réglementation européenne actuelle impose le contrôle physique des parcelles agricoles afin de vérifier toute une série de paramètres sur l'intégralité de la superficie déclarée. Beaucoup d'entre eux relèvent de l'expertise humaine. Le drone est-il dès lors inutile ? Certes non ! La direction des Contrôles du département de la Police et des Contrôles du SPW Agriculture explore actuellement les possibilités d'utilisation de cette technologie particulière dans le contexte de ses activités. Son usage dans le cadre du contrôle de certaines parcelles difficiles d'accès pourrait être envisagé afin d'évaluer, par exemple, la géométrie générale d'une parcelle, le taux de couverture herbacée et de végétation ligneuse d'une prairie permanente, ou encore la présence de petits éléments topographiques tels les arbres isolés, les arbustes ou les haies... Le recours à ce type d'outils est cependant onéreux et nécessite la formation spécifique des agents ; c'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'évaluer précisément les possibilités qu'ils offrent dans le cadre des activités de la direction avant d'en développer l'usage.

Si le drone n'est pas prêt de faire partie de la panoplie du parfait contrôleur, il commence tout doucement à intéresser

les chercheurs et les professionnels. À l'Université de Liège, **Philippe Lejeune**, Professeur ordinaire, chef de service en charge de l'Unité des Ressources forestières à Gembloux Agro-bio Tech, commente : « Le drone fait partie des outils actuels pour le recensement forestier mais le développement de cette technique est ralenti par la législation en vigueur qui n'autorise que le vol à vue, ce qui est impossible en forêt ». Cela n'empêche pas Gembloux Agro-bio Tech de mener des recherches où le drone devient un précieux auxiliaire. C'est le cas, par exemple, pour surveiller et mesurer la croissance du maïs en lien avec différentes conditions de culture (sol, fumure, exposition...). Le cas aussi, autre exemple, pour surveiller le bétail en pâture. Les applications peuvent d'ailleurs se répéter à l'envi pour le suivi de nombreuses cultures de céréales. « L'idée, c'est de court-circuiter des mesures de terrain généralement compliquées, via l'acquisition d'images haute définition combinant les technologies multispectrales et des approches en trois dimensions », ajoute Philippe Lejeune.

Le drone s'avère donc très utile au secteur de la recherche pour délivrer une information très fine sur des sites expérimentaux, mais il peut également être un outil efficace au service des agriculteurs pour suivre les cultures à moyen et long termes.



De là à introduire cette technique dans chaque ferme ? On n'en est pas encore là. On voit poindre cependant des possibilités d'exploitation de ces ressources via des coopératives agricoles. C'est le cas notamment de la Société Coopérative Agricole de la Meuse (SCAM) qui met désormais à la disposition de ses membres un service de drone spécialisé dans l'analyse des terrains agricoles. Objectif : connaître, mètre carré par mètre carré, les besoins en engrais d'une parcelle afin d'éviter les dégâts écologiques. « Concrètement, explique la coopérative, le drone équipé de capteurs va pouvoir cartographier l'exploitation agronomique et donner des informations très précises sur la plante, par exemple le poids de colza au mètre carré ou le taux de chlorophylle du blé ». L'avantage du système est de permettre un dosage précis des engrais afin d'éliminer les gaspillages mais aussi de réduire la pollution des nappes phréatiques avec un excès de nitrates. « Il en résulte un triple gain : moins d'engrais, un meilleur rendement et un gain environnemental ».

Dans l'absolu, la propagation de cette technique peut déboucher sur deux métiers distincts : d'une part l'acquisition des données via l'encodage des plans de vol et le pilotage du drone,

d'autre part le traitement, l'analyse et l'interprétation de ces données. Ou comment passer tout doucement dans l'ère d'une agriculture 2.0...

COMMENT CA MARCHE ?

Le professionnel qui veut faire de l'agriculture de précision contacte une société spécialisée (ici, la SCAM) au moins un mois avant le stade optimal de la culture à survoler.

Il accompagne sa demande d'une série de renseignements : la localisation et les caractéristiques de sa parcelle afin de pouvoir organiser la tournée des vols, les caractéristiques de son matériel et des intrants probablement utilisés (console, pulvérisateur, engrais qu'il va utiliser, etc.)

La société sollicite les autorisations de survol éventuelles et, le jour où les conditions techniques sont réunies (météo, stade de développement des plantes, etc.), elle dépêche drone et pilote dans la région pour réaliser le vol.

Dans les 24 à 48 heures suivant le vol, le commanditaire reçoit la préconisation de fumure sous fichier PDF et sous fichier lisible par sa console.



www.digitalwallonia.be/fr/publications/smart-farming

L'AGRICULTURE DE PRÉCISION EST DÉJÀ UNE RÉALITÉ

#SmartFarming | digital wallonia .be

Smart Farming

La transformation numérique du secteur de l'agriculture



<https://www.digitalwallonia.be/smart-farming/> • <https://www.digitalwallonia.be/?s=smart+farming>

Ni trop, ni trop peu d'engrais, de semis, de pesticides, de labour... Juste ce qu'il faut au centimètre près, au millilitre près et ce pour un rendement optimisé. On parle de quoi ? De produire plus avec moins, mais aussi de gaspiller moins, et en visant la bonne dose, au bon endroit et au bon moment. On parle d'agriculture de précision.

L'agriculture de précision c'est un peu ce but ultime que tout agriculteur soucieux d'optimiser ses investissements à l'échelle de chaque mètre carré de sa parcelle tente d'atteindre. L'agriculture de précision c'est, selon des scientifiques, « un principe de gestion des parcelles agricoles qui vise l'optimisation des rendements et des investissements en intrants, en cherchant à mieux tenir compte des variabilités des milieux et des conditions entre parcelles différentes ainsi qu'au sein de ces parcelles. »

Si on en parle aujourd'hui c'est parce que les nouvelles technologies sont sur le point d'apporter aux professionnels de la terre les outils susceptibles de lui permettre de réaliser ce rêve. « Les solutions proposées par l'agriculture de précision sont en plein déploiement, principalement grâce au développement de

trois piliers », explique **Yannick Curnel**, attaché scientifique au Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W).

Trois piliers ? Digital Wallonia, l'agence du numérique en Wallonie, les détaille dans ses projets de 'smartfarming' (ferme intelligente). Il y a d'abord le développement et l'utilisation des données livrées par les constellations de satellites qui tournent en permanence autour de la terre (certains sont utiles pour le géo-positionnement tandis que d'autres livrent des images utiles au suivi des cultures). Il y a ensuite l'explosion des technologies de l'information et de la communication. Il y a enfin les progrès hallucinants dans la mécanisation, elle aussi, de précision.

La révolution tient certainement à la puissance des données livrées par les récents satellites Sentinelés liés au programme

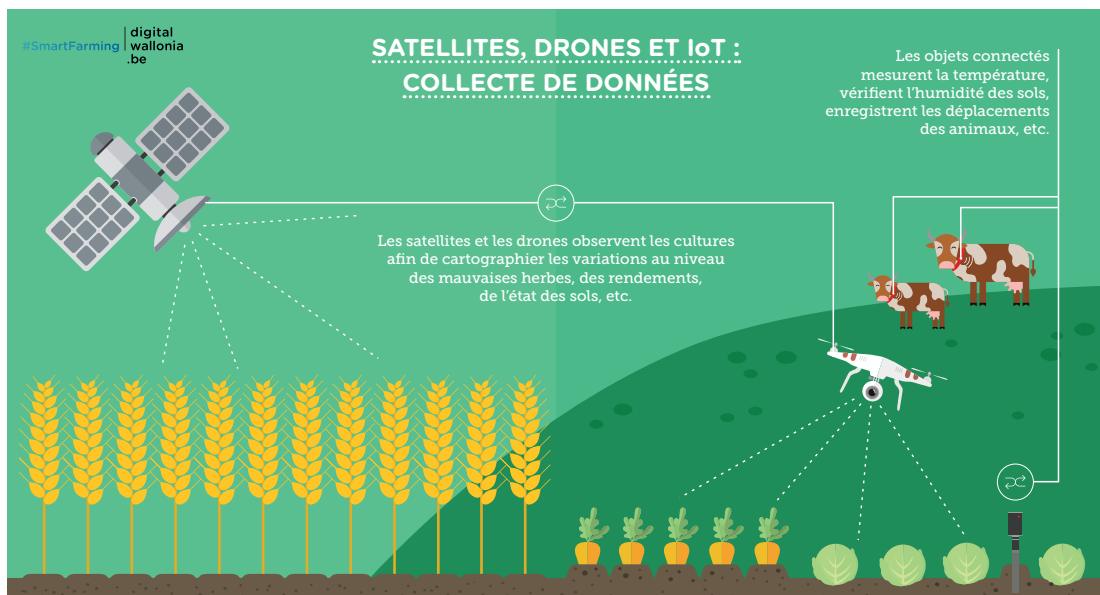
LE SMARTFARMING EN QUELQUES MOTS

À quoi peut ressembler un modèle d'agriculture intelligente ? Digital Wallonia, l'agence du numérique en Wallonie, résume les progrès attendus dans une très intéressante infographie.

Ainsi, ce modèle pourrait être une ferme où les exploitants usent sciemment des apports des satellites et des drones pour cartographier le sol, observer la croissance des cultures ou surveiller le développement des adventices.

Le même agriculteur pourra acquérir des instruments connectés mesurant la température, vérifiant l'humidité de la terre, enregistrant les déplacements des animaux. L'étape suivante c'est l'utilisation de tracteurs dit « intelligents », capables d'interagir avec les données

récoltées par les drones, les satellites ou par ses propres capteurs pour réaliser des tâches automatiquement au bon endroit, au bon moment (apports d'intrants, travail mécanique). On peut aussi rêver, et dans certains pays ce n'est déjà plus un rêve, d'agrirobots réalisant des applications avec une précision quasi-chirurgicale. Enfin, l'agriculture intelligente met dans les mains du fermier un smartphone, un téléphone intelligent de dernière génération. Via des applications brassant les données livrées par des satellites, des drones, des objets connectés ou des stations météo, il pourra prendre de précieuses décisions pour la gestion de son exploitation. Car l'agriculture aura beau être intelligente, c'est d'agriculteurs au fait de ces technologies dont nous aurons toujours besoin.



Copernicus de l'Agence spatiale européenne (ESA) et par les satellites des systèmes de géo-positionnement (e.g. GPS, GLONASS, Galileo). « On dispose ainsi maintenant d'images gratuites avec de bonnes résolutions spatiale et spectrale acquises fréquemment, de l'ordre de quelques jours », ajoute Yannick Curnel. Pour en faire quoi ? On distingue différents types d'usages. D'abord le géo-positionnement – sur le même principe que le 'GPS' des voitures – des tracteurs et des machines. Il s'agit de guider très

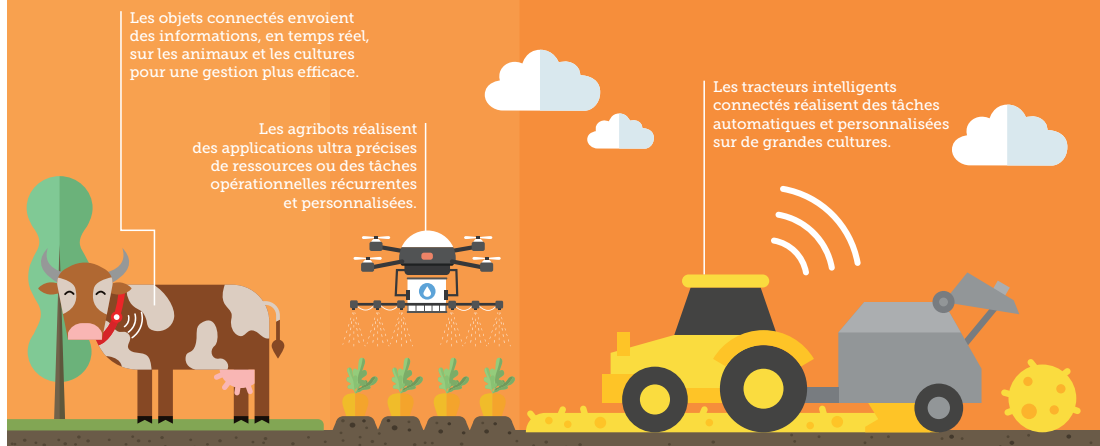
précisément le véhicule et son attelage lors du travail au champ pour, notamment, lui permettre de mémoriser les travaux successifs dans un même endroit. La précision ici peut aller jusqu'à 2-3 centimètres. Il s'agit aussi de guider une machine avec tout autant de précision pour, par exemple, désherber mécaniquement (des palpeurs ou capteurs ajoutent de la précision au repérage de la position du rang permettant à l'outil de travailler près de la culture sans l'endommager). Ces satellites de géo-positionnement

sont également de précieux alliés dans l'observation du sol (on parle alors de 'soil scan') : on peut ainsi cartographier la texture d'une terre à cultiver sur base de la conductivité électrique du sol calculée via un appareil géo-positionné tiré par un quad afin de moduler le semis (par exemple plus de semences dans un sol plus lourd) ou, autre exemple, la fertilisation.

Enfin, les satellites livrent des images dites 'multispectrales' (voire 'hyperspectrales') permettant de calculer, au

TRACTEURS INTELLIGENTS, AGRIBOTS ET IoT : SIMPLIFICATION DES TÂCHES

#SmartFarming | digital
wallonia
.be



fil de la saison et sur l'ensemble d'un territoire, divers 'indices de végétation' eux-mêmes révélateurs du développement d'une culture. Ils permettent de la sorte d'identifier les parcelles présentant des retards de croissance. Sur ce terrain, la technologie satellitaire peut être allègrement complémentée par les drones (fournissant des informations sur

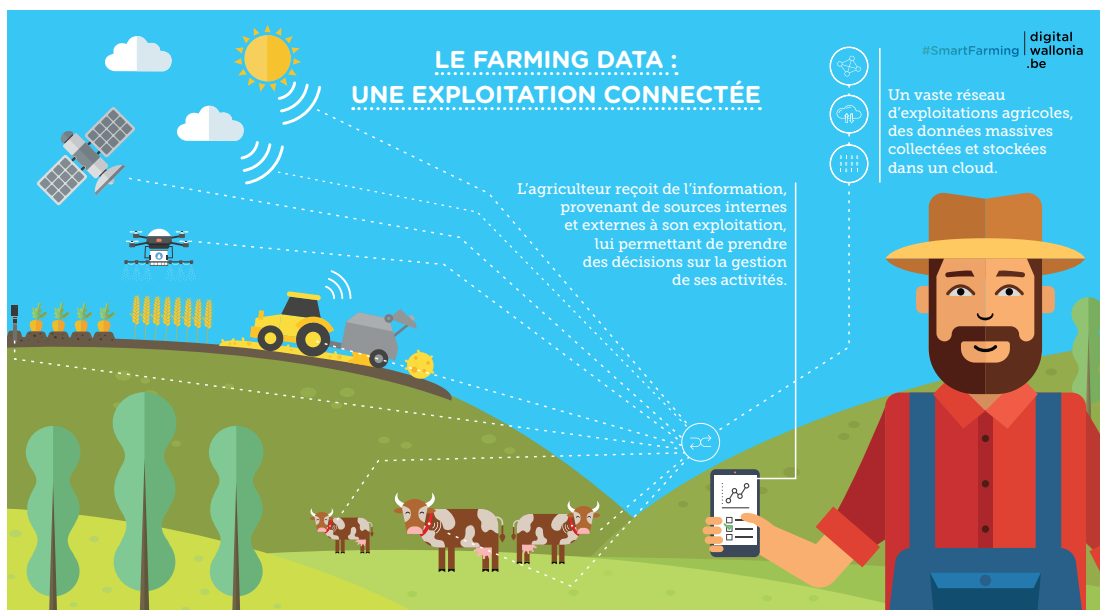
une surface plus restreinte mais avec nettement plus de précision) ou par des capteurs embarqués sur tracteur (fournissant l'indice de végétation en direct et permettant ainsi de doser immédiatement les intrants, mètre carré par mètre carré).

On l'aura compris, ces nouvelles technologies offrent notamment la possibilité

de moduler l'apport azoté en lien avec les besoins précis de la culture. Au final, l'intérêt est double : gain financier (on évite le surdosage inutile, on améliore le rendement dans les zones sous-fertilisées) et gain environnemental (la bonne dose d'azote juste au bon endroit en limitant les pertes d'azote nitrique vers les nappes phréatiques).

LE FARMING DATA : UNE EXPLOITATION CONNECTÉE

#SmartFarming | digital
wallonia
.be



LA CENSE DU MAYEUR, DES ROBOTS FONT LE JOB



C'est une ferme, à l'appellation classique, probablement nourrie à l'aune de l'histoire politique locale : la 'Cense du Mayeur'. Rien ne prédestinait l'imposante exploitation typique du Borinage à sortir de l'anonymat. Rien, si ce n'est la crise du secteur laitier en 2009.

À l'époque, comme beaucoup de collègues, **Christophe Durant** et **Cindy Rabaey** vivent mal, très mal, l'inevitable perte de valeur de leur production. Pour sortir du marasme, ils lancent un magasin à la ferme. Et y proposent rapidement un mixte entre leur production (lait, beurre, fromage blanc, crème glacée...) et celle d'artisans locaux (fromages, fruits, jus, confitures, miels, bières, spiritueux...). Un joli étal qui conjugue terroir, qualité et circuit court. Au prix toutefois d'un considérable surcroît de travail.

Deux ans plus tard, le couple qui a trouvé une solution à la crise, doit trouver une solution à un emploi du temps surchargé. Décision est prise d'investir dans un robot de traite dernier cri. « J'adorais traire, matin et soir. Nous étions bien équipés mais nous devions trouver le moyen de soulager nos journées de fou. Nous avons opté pour ce robot multi-tâches », explique Cindy Rabaey.

Premier avantage : les vaches gèrent elles-mêmes leur traite quotidienne, allant et venant entre la salle de traite automatisée et les prairies environnantes. Second avantage : le robot peut retenir une vache dont il sait qu'elle devra se faire traire rapidement ou pour laquelle il a détecté un souci de santé. Troisième avantage : l'outil capte et livre sur l'ordinateur professionnel toute une série de paramètres : température et conductivité du lait, teneurs en matières grasses et en protéines, chaleur de l'animal, rumination, cycles de traite... « En un quart d'heure par jour, on peut voir si le troupeau est bien ou s'il présente l'un ou l'autre problème.

Certes l'investissement est conséquent mais l'outil prend peu de place. On a mis six mois pour l'appréhender tout à fait mais je retiens surtout qu'il nous a soulagés, nous qui étions tout à fait esclaves de notre travail. Cet outil c'est à la fois plus de bien-être pour l'éleveur – la santé n'a pas de prix – et plus de bien-être pour la vache. »

Pour poursuivre l'opération 'soulagement des tâches', l'exploitation s'est également équipée d'un robot d'alimentation, un 'bol' automatisé qui voyage tout seul dans la ferme. Tout au long de la journée, il effectue des rotations entre la 'cuisine' – l'endroit où il compose les rations entre foin, céréales, betteraves, luzerne, minéraux – et les lieux de distribution. « À notre niveau, il n'y a plus qu'à remplir les cases contenant les stocks de nourriture tous les deux ou trois jours ».

À la Cense du Mayeur, les journées restent très chargées mais, désormais, Christophe Durant et Cindy Rabaey peuvent consacrer du temps à leurs clients, à leur famille, à leurs amis. Ils peuvent aussi – ce qu'ils n'imaginaient guère auparavant – s'offrir quelques jours de vacances. Cindy Rabaey concède : « Bon, il faut aimer travailler avec les nouvelles technologies et accepter de se faire réveiller une fois de temps en temps par une alarme ». Il faut aussi bien choisir ses investissements en fonction des spécificités de l'exploitation : « Avec 110 vaches, 50 hectares de prairies et 50 de cultures on pouvait opter pour des robots de traite et d'alimentation mais acheter des outils de culture connectés cela n'avait pas d'intérêt. Dans ce secteur, les investissements sont vite conséquents, chacun doit voir ce qui lui convient ».



www.censedumayeur.be



AGRICOGEST

L'OUTIL DE GESTION EN LIGNE POUR LES FERMES DIVERSIFIÉES

**Dites 'AgriCoGest'... Dites-le et écoutez
ce que ce néologisme a à vous dire...
Il parle d'agriculture, évidemment.
Il parle aussi d'économie. Il parle encore,
et surtout, de gestion.**

AgriCoGest est l'un des huit lauréats du dernier appel à projets du département du Développement du SPW Agriculture (direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement). Objectif : soutenir le développement du secteur agricole wallon dans le végétal, l'animal, la transformation de produits agricoles, les nouveaux débouchés, etc. La dernière version de cet appel – en 2017 – visait à rendre les exploitations davantage aptes à affronter les changements climatiques et à résister aux aléas des marchés.

Les aléas des marchés, précisément, peuvent se révéler être des tempêtes plus destructrices que les caprices météorologiques. Pourtant, si on ne peut guère se prévenir des derniers, on peut tenter de se prémunir contre les premiers. C'est le but des créateurs du logiciel AgriCoGest, un outil de gestion simplifié, disponible en ligne, adapté aux fermes diversifiées.

Ce projet porté par le CRA-W (Centre wallon de Recherches agronomiques) est mené en partenariat avec GroupeOne, Diversiferm et le réseau des GASAP avec le soutien financier du SPW Agriculture.

À l'origine de cette initiative, il y a les aléas vécus par de nombreux exploitants. Il en est ainsi du surendettement « toujours plus présent chez les agriculteurs », disent les auteurs du projet. Il y a aussi la volatilité des prix, capable en quelques mois de transformer des rendements inespérés en échec économique. Il y a encore, pour certains, des manquements dans le suivi de la situation financière d'une exploitation. Il y a enfin la difficulté, pour tous ceux qui ont choisi la voie de la diversification, de fixer le prix de vente d'un produit fini en lien étroit avec les coûts réels de production.

En proposant cet outil de gestion accessible à tous, AgriCoGest vise à prévenir beaucoup de ces déboires potentiels. Il vise en tout cas « à aider les éleveurs, à améliorer la gestion financière de leur exploitation, à prévenir les situations critiques comme les faillites, à aider les agriculteurs diversifiés à évaluer la rentabilité de leurs activités et à définir un prix juste et rémunérateur ».

Le logiciel est en réalité la synthèse de deux outils existants et complémentaires : 'TresoGest', un programme Excel de gestion pour fermes diversifiées mis au point par le CRA-W depuis 2015 et 'EcoBox', un outil en ligne de gestion simplifiée pour les TPE (très petites entreprises) développé par GroupeOne depuis 2013.

AgriCoGest s'adressera en priorité aux agriculteurs afin de les aider à « comparer quotidiennement leurs ventes et leurs coûts par rapport à leurs objectifs, d'identifier des indicateurs clés et de gérer leur trésorerie ». Il sera également accessible aux structures d'encadrement « afin de faciliter l'accompagnement à la gestion financière et l'appui au projet de diversification ».

Lors de la phase de test, en principe en octobre 2018, des ateliers de réflexion seront organisés avec les premiers bénéficiaires potentiels : les agriculteurs du réseau des GASAP (groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne). Des sessions de formation seront en outre proposées aux structures d'accompagnement agricole dès février 2019.

HUIT PROJETS

Lors de l'appel à projets de développement 2017, les dossiers devaient se référer aux thèmes suivants : adaptation au changement climatique ou amélioration de la résilience des exploitations. Huit projets sur seize ont pu être sélectionnés.

- **MIRHeatStress.** Valoriser l'information spectrale moyen-infrarouge (MIR) du lait : application à la détection du stress thermique des vaches laitières en Wallonie permettant des pratiques d'élevage adaptées.
- **MaïSolVert.** Semis simultané de maïs et d'un sous-semis pour une production agricole rentable allée à une protection efficace des sols et de l'eau.
- **SilCoGreen.** Réduction de la consommation de plastiques en agriculture : couverture végétale des silos d'ensilage de maïs.
- **AForCLIM.** Systèmes agroforestiers adaptés au contexte des changements climatiques : schémas-types, tests et diversification des espèces pour une meilleure résilience de l'agrosystème.
- **DéfaPot.** Défanage chimique en culture de pommes de terre de consommation : modulation continue de la dose de défanant à l'aide d'images fournies par capteurs de végétation.
- **FABLE.** Développement de produits agricoles bio wallons de qualité différenciée au sein de filières encadrées par des relations commerciales équitables.
- **AgriCoGest.** Outil de gestion simplifié en ligne adapté aux fermes diversifiées (lire ci-contre).
- **ECOPHYTO en F&L.** Etablissement d'un référentiel technique pour la production en Wallonie de fruits, légumes et pommes de terre, recourant à une utilisation minimale de pesticides chimiques.

VOUS PRODUISEZ, NOUS CONSOMMONS, ILS GASPILLENT...

Voilà trois ans déjà que la Wallonie lançait son 'Plan REGAL', un véritable programme de lutte contre les pertes dans la production et les gaspillages alimentaires. Objectif : réduire de 30 %, d'ici 2025, la montagne de déchets qui finissent chaque année à la poubelle.

Voici quelques mois, le gouvernement a actualisé ce plan qui comporte en fait des dizaines de mesures visant toutes les étapes de la chaîne de production-consommation, depuis la ferme jusqu'au restaurant en passant par la distribution. En ce qui nous concerne, c'est d'abord ce qui tourne autour de la ferme qui nous intéresse. De multiples actions concrètes sont reprises dans ce plan, par exemple celle destinée à réduire le gaspillage lors de la transformation de nos matières premières agricoles. Pour cela, un encadrement hygiénique et technique est en effet indispensable pour réduire les problèmes qui déboucheraient sur des productions non conformes aux attentes. Mais le 'Plan REGAL 2018', c'est bien plus que cela.

Ainsi, avant de penser à transformer les invendus, la Wallonie cherche à doper les ventes de produits locaux en sensibilisant les gestionnaires de cantines à l'introduction de produits locaux, de saison, éventuellement bio, dans les menus de la semaine. Il s'agit avant tout « de continuer à sensibiliser le personnel, les usagers des collectivités et leur famille aux saveurs et aux enjeux d'une alimentation équilibrée, responsable vis-à-vis des producteurs et de l'environnement, financièrement soutenable, de (re)mettre en valeur et en capacité d'agir les cuisiniers de collectivités ».

QUELQUES CHIFFRES

33 %

Un tiers de la production agricole mondiale ne sera jamais mangée, en raison des gaspillages dans les processus de production ou de transformation.

1,3

À l'échelle mondiale c'est 1,3 milliard de tonnes de nourriture qui est gaspillée chaque année.

23

En Belgique, on gaspille 3,6 millions de tonnes de nourriture par an. Chaque Wallon jette entre 14 et 23 kilos de nourriture chaque année à la poubelle, ce qui représente pour lui une perte financière annuelle estimée à 174 euros.

Dans le même esprit le plan REGAL soutient les recherches scientifiques qui auront un impact direct ou indirect sur la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires. Il porte aussi sur les initiatives d'accompagnement des agriculteurs, plus particulièrement celles qui les aident dans une gestion efficiente des volumes de production : logiciel de gestion des stocks, suivi matériel, conseils pour les conditions de stockage, ... Ces outils ont pour objectif d'améliorer le management de l'entreprise mais aussi la qualité de ses produits et/ou services et in fine permettent de maximiser la valorisation des matières premières. Toujours dans cet objectif, la Wallonie soutient les initiatives mettant en valeur des techniques plus performantes en matière de semis, récolte et conservation. Au niveau de l'élevage, il s'agit également de fournir l'encadrement et les conseils nécessaires aux éleveurs.

Il ressort également que la commercialisation des produits agricoles en circuit court permet de rapprocher producteurs et consommateurs et ainsi de davantage sensibiliser ces derniers à la consommation raisonnée.

LES SUBVENTIONS POUR LA PLANTATION DE HAIES, FRUIT D'UNE POLITIQUE DE LA NATURE AMBITIEUSE !

PRATIQUE

Alisier blanc, noyer commun, saule cendré, érable, hêtre, noisetier, pommier, prunier, peuplier, sorbier... La liste des possibilités est longue. Cette liste, c'est en réalité l'ensemble des essences indigènes et/ou éligibles pour la plantation d'une haie vive ou d'un taillis linéaire, la création d'un verger ou encore la plantation d'alignements d'arbres et/ou d'arbres pouvant être traités en têtard.

Depuis l'automne 2016, la Wallonie a modifié sa législation en matière d'aide à la plantation d'arbres. Les autorités régionales accordent en effet d'intéressantes subventions. Evidemment, le demandeur se doit de respecter une série de conditions strictes, à commencer par le choix d'essences indigènes. Les agriculteurs – comme les autres citoyens wallons – sont bien entendu invités à jouer le jeu. Certaines règles ont pourtant changé, comme l'interdiction d'utiliser des fertilisants à moins d'un mètre de la plantation ou de réaliser une taille (sauf pour les merisiers et noyers) entre le 1^{er} avril et le 31 juillet. Faisons le point, non exhaustif, de la question :

- **Haies vives.** Pour être éligible, cette plantation doit comporter au minimum trois essences, au minimum un plan tous les 70 centimètres, au maximum un arbre de haut jet par 10 mètres de haie... Le projet doit également s'étaler sur minimum 100 mètres (éventuellement en plusieurs morceaux) voire moins dans les zones d'habitat à caractère rural.
- **Taillis linéaires.** Les conditions liées au nombre d'espèces et à la longueur sont semblables à celles des haies. Par contre, les règles de distance sont plus souples (maximum deux mètres entre

les plants et maximum trois mètres entre les rangs) et le taillis ne peut occuper plus de 20 % de la parcelle sur laquelle il est implanté.

- **Vergers.** Un nouveau verger est constitué de minimum 15 arbres de haute tige (avec maximum 200 arbres par an et par bénéficiaire), avec un écartement minimum de six mètres pour les pruniers, douze pour les pommiers... Le règlement wallon impose aussi un entretien tous les 10 ans.
- **Alignement d'arbres.** Une telle plantation peut comporter différentes essences d'alisiers, de bouleaux, de chênes, d'érables, de frênes, hêtres, saules... Tous les arbres plantés doivent avoir une hauteur minimale d'un mètre cinquante, être dans un ensemble de minimum 20 arbres mais maximum 100 plants à l'hectare, être maintenus par un tuteur...
- **Entretien des arbres têtards.** La mesure vise les arbres têtards en place depuis minimum 30 ans et n'ayant pas fait l'objet d'une taille depuis minimum 10 ans. La subvention est unique (une seule subvention sur la vie d'un arbre) mais le propriétaire doit s'engager à renouveler l'entretien au moins tous les 12 ans.

- Les conditions énumérées ci-contre le sont à titre exemplatif. Toutes les précisions sont disponibles en ligne ou auprès des services extérieurs du département de la Nature et des Forêts.
- Une liste d'arbres – variétés reconnues ou certifiées – est établie par type de plantation, par région naturelle et/ou par type de sol.
- Des conditions administratives doivent également être remplies (notamment sur les délais d'introduction de la demande).
- Subventions pour les arbres d'alignement ou arbres têtards : de 2 à 4 € pour l'achat, 15 € pour l'entretien d'un arbre traité en têtard. Pour les vergers : 12 € par arbre. Pour les haies vives : 3 à 5 € par mètre (la subvention la plus haute va aux haies en trois rangs). Pour les taillis linéaires : de 1 à 3 € par mètre.
- Toutes les précisions sont disponibles sur le site <http://biodiversite.wallonie.be/fr/10-10-2016-plantation-de-haies-alignement-d-arbre-vergers-taillis-lineaires.html?IDD=5227&IDC=3772> ou auprès des services extérieurs du département de la Nature et des Forêts

BRÈVES

Libramont

Nous sommes tous des enfants de la Terre

La foire agricole, forestière et agroalimentaire de Libramont s'impose comme 'le' rendez-vous annuel des passionnés de la terre. Libramont c'est bien sûr une gigantesque exposition en plein air qui accueille chaque année près de 220 000 visiteurs et 800 exposants sur un site de 300 000 m². Mais c'est aussi un haut lieu de débats et de réflexions avec, pour l'édition 2018, cette question en clef de voûte : 'Qui nourrira nos villes demain ?' « L'agriculture urbaine recueille une grande empathie de la part des populations urbaines avec un pouvoir d'achat important, argumente la Foire. Au lieu de caricaturer ces attentes, nous proposons au monde agricole de s'interroger sur celles-ci et surtout d'y apporter des réponses en termes de qualité des produits, de production locale et de transparence. Les projets de jardins partagés, de serre sur les toits des immeubles, etc. deviendraient ainsi des outils marketing au service des agriculteurs. »

Rendez-vous du **27 au 30 juillet 2018** (journée de l'herbe le 31) à Libramont pour ouvrir le champ des possibles.

www.foiredelibramont.be

LE BAROMÈTRE QUI MESURE LE MARCHÉ DU LAIT

Les décisions des éleveurs gagnent en efficacité lorsqu'elles reposent sur des indicateurs économiques régulièrement mis à jour plutôt que sur des constats a posteriori. Ce qui est vrai pour de nombreux secteurs l'est plus particulièrement pour celui du lait. Raison pour laquelle la Wallonie propose un baromètre mesurant la rentabilité des exploitations laitières. Elle est basée sur le revenu du travail pour établir un diagnostic et alimenter une réflexion chez l'éleveur. Détails sur <https://agriculture.wallonie.be/barometre-laitier-wallon>

EVALUER LES DÉGÂTS DE GIBIER

L'asbl Fourrages Mieux a mis au point un logiciel 'dégâts de gibier' dans le but d'aider les experts à estimer au plus juste le montant des dégâts de la faune sauvage. Les valeurs des bases de données sont tirées de travaux d'instituts agronomiques spécialisés. L'intérêt de l'outil réside notamment dans la mise à jour régulière des prix des différentes productions et des travaux agricoles. Les barèmes proposés sont le fruit d'un consensus entre les acteurs de la sylviculture, de la chasse et de l'agriculture.

BIEN-ÊTRE ANIMAL

Bovins, porcins, ovins, caprins, cervidés, volailles, lapins... De la naissance à la mise à mort, les dernières évolutions de la législation sur le bien-être animal supposent désormais le respect de nombreuses règles. Raison pour laquelle la Wallonie a élaboré un site spécialisé. Celui-ci se veut convivial, simple d'utilisation et ergonomique. La navigation permet de découvrir les dernières actualités du secteur : des précisions sur la détention, l'élevage, la vaccination et les obligations des uns et des autres. Le menu permet aussi d'informer les services concernés d'une éventuelle infraction.

<http://bienetreanimal.wallonie.be>

FOIRE DE BATTICE

Cette manifestation qui se tient au centre du Pays de Herve depuis 1937 a retrouvé, depuis 1989, un nouveau souffle. Les organisateurs se donnent pour mission « de montrer une image positive de l'agriculture et ainsi rétablir un dialogue nécessaire à l'entente cordiale dans les campagnes ». Ils travaillent notamment à renouer la confiance entre l'enfant et l'animal (avec une journée qui leur est spécialement dédiée), à promouvoir les races bovines et à mettre en valeur les autres espèces qui font la richesse du monde rural sans oublier le petit élevage.

De nombreux marchands de machines agricoles font de 'Battice' un de leurs incontournables alors que, d'une allée à l'autre, des artisans présentent le meilleur du terroir.

La Foire agricole de Battice se déroulera les **1^{er} et 2 septembre**.

<https://www.foireagricole.be>



Plus d'actualités et d'événements sur agriculture.wallonie.be

2^e SEMESTRE 2018

OBJET	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Labour des prairies permanentes						
Couverture de sol CIPAN	Semis	Semis	Date limite semis : 15		Destruction autorisée : 15	
Couverture de sol SIE. Maintien de trois mois en place	Semis	Semis	Dates • limite semis : 30 • limite modification de localisation : 30			
Couverture de sol érosion	Semis	Semis	Date limite semis : 15			
Demande d'aide MAEC et BIO				Date limite : 31		
Natura 2000 UG2 et UG3 Fauche/ pâturage				Date limite : 31		
Natura 2000 UG4 Fauche/ pâturage	Autorisé après le 15			Date limite : 31		
MAEC Prairie naturelle • Intervention • Fertilisation • Fauche/pâturage						
		< 15				
MAEC tournière enherbée MB5 : fauche	> 15		Date limite : 30			

■ Interdit | ■ Autorisé | ■ Autorisé mais avec certaines restrictions

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PAConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la Direction de la Communication en Ressources naturelles, en Environnement et en Agriculture (CREA) du Service public de Wallonie (DGARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés. Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre

volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à infoportail.dgarne@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département du Développement, CREA, A l'attention de Mme Charlotte Racot, Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers. Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le Portail de la Wallonie.

Pour toute question relative à la protection des données, le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi par mail à dpo@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, À l'attention du Délégué à la protection des données, Thomas LEROY, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES. Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à contact@apd-gba.be ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

